

SÉNATORIALES 2015

Grandes manœuvres en cours à Guelma

Dans moins de deux mois, le nom du deuxième sénateur de Guelma sera connu. Le compte à rebours est donc lancé pour cette élection. Le constat relevé ces derniers jours ne trompe d'ailleurs pas sur la tension qui se crée autour de cette échéance.

Les grandes manœuvres ont commencé avec les autres formations politiques et des dissidences en pagaille qui ont à chaque fois compromis les chances de l'ancien parti unique d'emporter, au moins une fois à Guelma, un siège au Conseil de la nation. Les appels lancés par les instances de ce parti n'ont pas pu compenser ces tiraillements.

Le FLN risque-t-il d'être balayé encore une fois ?, une autre raclée qui profite à la formation d'Ahmed Ouyahia, qui a raflé toutes les mises à Guelma. La primaire organisée cette semaine pour départager les candi-

dates RND n'a pas été compliquée, en dépit des remous orchestrés ces derniers jours par ceux que le premier responsable local du RND qualifie de «dissidents».

Le même processus largement inspiré des précédents. Les travaux se sont clôturés par l'approbation de l'unique candidature de Benyoub Rabah, membre de l'APW, par les 209 élus présents sur les 229 que compte le parti d'Ouyahia dans la wilaya de Guelma. Mais les élus assurent n'avoir reçu aucune directive de la part du coordinateur de wilaya, histoire de confirmer que l'opération

s'est déroulée dans un esprit démocratique. «Cette rencontre a donc été l'occasion d'une mise au point, une de plus, et d'un appel à faire bloc derrière les orientations prônées par la direction du RND», nous confient les responsables locaux de ce parti, qui était encadrés par un membre du bureau national.

Le député Hacène Bounefla s'est adressé lui-même à son électorat, dans un discours de quelques minutes. «Finis les prises de position intempestives et les critiques permanentes qui, à terme, ne profitent pas au Rassemblement national démocratique», déclare-t-il avec un ton percutant et non agressif. Et d'ajouter «le premier responsable du parti a laissé toute latitude à la base de choisir le

postulant, c'est autour de cette volonté-là que nous devons nous rassembler, la porte est donc grande ouverte pour se porter candidat», allusion faite à ses détracteurs.

Pour rappel, le RND détient la majorité du collège électoral (229 élus locaux) contre 140 pour le FLN. Tout laisse penser que la formation politique d'Ouyahia se dirige tout droit vers un autre sacre, pour la huitième fois consécutive dans la wilaya de Guelma.

L'ancien parti unique, son potentiel rival, qui se trouve dans la tourmente de ses batailles internes, ne semble pas en mesure d'inquiéter le RND qui part largement favori pour conserver son siège.

Noureddine Guergour

AÏN-TÉMOUCHENT

Les habitants de Oulhaça réclament leur part de développement

Les habitants de la commune de Oulhaça ont demandé aux responsables de la wilaya d'ouvrir un dialogue avec les notables de la ville, la société civile et les présidents des associations en vue d'aplanir les difficultés et de donner un essor au développement local dans leur commune.

Une commune qui connaît un manque de programme de développement local. Pour preuve, le manque de programme de logements tous types confondus, l'arrêt du projet de raccordement du gaz de ville depuis plus de 5 ans en l'absence de l'entreprise chargée de cette tâche en dépit des réclamations des citoyens aux services de la commune, sans compter l'état déplorable des routes, et le problème des ordures ménagères qui ne sont levées qu'un jour sur trois. D'autres jeunes soulèvent le problème du stade communal, tandis que des paysans notent le problème d'occupation du sol du fait que leurs terres agricoles restent encore inconnues, ce qui ne leur a pas permis d'avoir de soutien financier, alors que d'autres citoyens disent que leur souk hebdomadaire de Rechgoun est menacé de disparition, ce qui les obligera à se déplacer jusqu'à la commune de Remchi dans la wilaya de Tlemcen pour s'approvisionner.

Quant au volet de la santé, ces mêmes citoyens

disent qu'elle est malade, les médecins permanents sont au compte-goutte, un seul assure la garde aidé d'un ou deux infirmiers, alors que l'ambulance dont a bénéficié la commune dans le cadre de la solidarité ne peut pas prendre en charge tous les malades de la ville. La polyclinique ne peut pas satisfaire la population de toute la commune et les villages avoisinants comme Honaine, Béni-Khaled et bien d'autres villages. Le projet d'un hôpital de 60 lits promis par l'ex-première responsable de la wilaya n'est ni confirmé ni infirmé par les responsables exécutifs où chacun lance la balle à l'autre, raison pour laquelle, les citoyens demandent la réalisation d'un hôpital à l'instar des autres daïras de la wilaya.

Un autre citoyen de Souk El Tenine parle du problème du foncier, la commune a bénéficié de logements ruraux depuis 10 ou 12 ans et d'un premier quota de 132 unités et puis plus rien, tout est arrêté. Les citoyens en l'absence d'un assainissement foncier et du livret foncier ne peuvent pas ouvrir de locaux commerciaux car ils n'auront pas les actes de propriété, ce qui ne fera qu'accentuer le taux de chômage et priver les jeunes de crédits bancaires pour pouvoir lancer des projets d'investissement. A noter qu'une brigade d'occupation du sol s'est déplacée dans la commune ces derniers mois où elle a délivré le livret foncier pour ceux ayant des actes de propriété alors qu'on s'attendait qu'elle le fasse pour ceux ayant des actes en suspens.

D'autres citoyens réclament des permis de construire pour réaliser des habitations dans leurs terres sans l'aide de l'Etat. Concernant le problème du transport, en raison de la position géographique de la commune de Oulhaça qui a des limites avec

les communes de Tlemcen, les citoyens sont contraints de passer par Béni-Saf en taxi, en aller et retour pour aller au chef-lieu de wilaya ou à Tlemcen, raison pour laquelle les citoyens demandent aux responsables concernés la réalisation d'une station de taxis ou bien la réalisation de routes secondaires reliées au chef-lieu de wilaya.

Les citoyens de bas revenus demandent le lancement de logements sociaux pour atténuer un tant soit peu la pression qui se fait sur le logement dans la commune. L'éclairage public n'est pas en reste du fait que les Oulhacis demandent qu'il soit élargi à tous les quartiers, les douars et villages de la commune. Le président de la commune dira que certaines routes sont du ressort des travaux publics, alors que pour le problème de distribution des terres, cela a été effectué et les terres ont été attribuées aux jeunes dans la zone de Siga, il s'occupera personnellement des cas de actes de propriété. Pour le problème d'enlèvement des ordures, la commune dispose de 5 camions où les agents couvrent une superficie de 86,61 km², l'équivalent de 42 douars et localités, les ordures sont enfouies dans une zone éloignée de 30 km à raison de 950 DA/tonne.

Le maire M. Senouci Bouziane ajoutera que sa commune a pris toutes les dispositions nécessaires pour l'investissement dans le domaine touristique. La commune a recensé sept plages dont trois autorisées à la baignade, et prochainement, il sera lancé le projet de construction de la route communale reliant Rechgoun-Est et Siga après la fin de l'étude technique.

S. B.

FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES DE L'USTO

La licence LMD n'est toujours pas prise en compte par la Fonction publique

Hier matin, un groupe d'étudiants ont bloqué l'accès à la Faculté des Sciences humaines de l'USTO, aucun étudiant ou enseignant, n'a pu accéder aux salles de cours. A l'origine de cette contestation, le système LMD dont le diplôme ne serait pas reconnu. Suite à quoi des étudiants licenciés du département d'Histoire, se sont vu refuser leur recrutement par le secteur de l'éducation.

Une contradiction, étant donné que les diplômes LMD ont été reconnus comme des diplômes équivalents à ceux de l'ancien système à travers un arrêté gouvernemental. Les contestataires s'interrogent ainsi sur le fait que «la fonction publique et les admi-

nistrations ne prennent toujours pas en compte la licence LMD». Parallèlement à ce conflit, la Faculté des Sciences humaines de l'USTO connaît un autre souci se rattachant au nombre de places au master limité, soumis à des critères appliqués par l'administration. Ils s'articulent autour du calcul de la moyenne des 3 années de tronc commun, ainsi que la prise en compte du nombre de modules en dette.

Les contestataires estiment qu'étant donné que ces critères n'avaient pas été rendus publics, ils ne doivent pas être appliqués et revendiquent par conséquent, le droit d'accéder au master.

Amel Bentolba

SIDI-BEL-ABBÈS

Protestation devant le siège de l'APC de Taoudmount

Dans la journée de lundi dernier, les habitants de la localité de Taoudmount, dans l'extrême sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, connue pour son climat très rigoureux et surtout pour ses épisodes neigeux, se sont rassemblés devant le siège de l'APC pour exiger une énergie calorifique, à savoir le gaz naturel. En effet, ils étaient des dizaines à se rassembler devant l'APC pour faire porter leur voix, notamment à l'approche de la saison hivernale qui d'ailleurs est aux portes déjà. «Nous exigeons le gaz naturel, nos enfants ont froid, nous avons froid ! Nous en avons assez de la corvée de la bonbonne de gaz que nous devons aller chercher loin. Et encore, s'il n'y a pas de pénurie comme il est de coutume en hiver», ont souligné les manifestants.

Le P/APC qui est finalement sorti de sa réserve est allé au devant des protestataires. Après de longues palabres, il a été convenu d'une prise en charge réelle et rapide de cette revendication. Bien que peu convaincus de ces promesses qu'ils craignent de voir traîner en longueur, les manifestants ont fini dans un premier temps par libérer l'entrée de l'APC en attendant une suite, faute de quoi, ils menacent de renouer avec la contestation.

Sit-in de plus de 400 étudiants en sciences naturelles

Plus de 400 étudiants en Sciences naturelles de l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès ont observé un sit-in dans l'enceinte même de la Faculté des sciences dans la journée de lundi dernier tout en boycottant bien sûr leurs cours pour faire aboutir une plateforme de revendications d'ordre socio-pédagogiques. Pour justifier leur mouvement de contestation, les étudiants disent déplorer le manque d'eau potable. Ils exigent plus de moyens de transport et sans que l'étudiant n'ait à payer ; en termes clairs, le transport doit être gratuit, une restauration dont la qualité et la quantité doivent être améliorées, l'ouverture des postes pour les diplômes ou master et bien d'autres doléances. La Faculté des sciences a vécu dans la journée de lundi une effervescence, à cause du nombre des contestataires. Le mouvement risque de s'amplifier si les étudiants d'autres Facultés rejoignent leurs pairs, chose qui n'est pas improbable vu les échos qui nous sont parvenus.

Explosion d'une bombe artisanale dans la forêt de Mérine

Une bombe artisanale a explosé dans l'après-midi d'hier dans la forêt de Mérine, localité dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, sans faire de victimes heureusement.

Selon nos sources, ce sont des moutons qui paissaient sur les lieux qui en ont fait les frais. Les animaux ont été déchiquetés. Quant au berger, il l'a échappé belle, le destin a voulu qu'il soit à plusieurs mètres du lieu de la déflagration. Selon nos sources, l'engin mortel aurait été enfoui dans cette zone par des terroristes.

A. M.

MÉDÉA

Solidarité avec les réfugiés sahraouis de Tindouf

Plus de 11 tonnes de denrées alimentaires et autres produits de première nécessité ont été envoyés la semaine dernière par la wilaya de Médéa à l'adresse des réfugiés sahraouis dans le camp de Tindouf. En effet, suite aux dégâts causés par les récentes pluies qui se sont abattues sur la région de l'extrême Sud, les familles touchées ont suscité des réactions de solidarité et de compassion dont celle de Médéa qui a consisté en l'organisation d'une caravane humanitaire. Ainsi, une cargaison de couvertures, de tentes, de nourriture et autres produits a été acheminée vers le camp de réfugiés sahraouis de Tindouf avec le concours du Croissant Rouge algérien.

Depuis Médéa, l'opération a été supervisée par le premier responsable de l'exécutif.

M. L.